POLITIQUE DE DÉFENSE 43

Pour le CEMA, la crise met « cruellement en évidence » les faiblesses causées par les précédentes réformes des armées

PAR LAURENT LAGNEAU · 14 MAI 2020

Réunissant des personnalités venus d'horizons divers, le groupe de réflexions Mars a récemment publié plusieurs textes dans les colonnes de La Tribune, dont un pour affirmer que « l'investissement dans la défense rapporte plus que ce qu'il coûte« . Et, dans ce papier, il taille en pièce le « dogme du principe d'efficience », qualifié de « belle théorie dont la mise en œuvre se révèle, dans la violence de ses conséquences, incapable de faire face à un évènement inattendu, même quand les experts en prédisent la survenue probable. »

Or, ce principe d'efficience a été appliqué aux armées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques RGPP [entre 2007 et 2012] puis, par la suite, dans celui de la « Modernisation de l'action publique » [MAP].

« Outre une saignée sans précédent en temps de paix dans les effectifs [54.000 suppressions], il en a résulté une série de fiascos [logiciel LOUVOIS] et de désorganisations [bases de défense, administration de proximité, subordination des soutiens] qui ont durablement

affaibli les armées, l'instrument ultime de la résilience de la nation, notamment le service de santé », fait valoir le groupe Mars. Et de souligner que cette « logique managériale » s'oppose aux « notions militaires de 'réserve', de 'redondance' et de capacité de 'remontée de puissance', indispensables à l'efficacité opérationnelle et à ce que l'on appelle aujourd'hui la résilience, c'est-à-dire la faculté de reprendre l'ascendant après avoir encaissé un choc d'une violence inhabituelle, voire imprévisible. »

Visiblement, le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées [CEMA], partage cette analyse. Certes, il avait déjà eu l'occasion de critiquer les conséquences des réformes appliquées aux armées lors des ces 10 ou 15 dernières années. Mais, jusqu'à sa récente audition par la commission sénatoriale des Affaires étrangères et des Forces armées, il n'avait sans doute pas été aussi précis [sauf dans sa « Vision stratégique pour une singularité positive «]

« Les précédentes LPM [Lois de programmation militaire] et la révision générale des politiques publiques ont conduit à privilégier le management sur le commandement, l'efficience sur l'efficacité, la logique de flux sur celle de stock », a rappelé le CEMA. Et d'ajouter : « Elles nous ont affaiblis et ont bridé notre réactivité, en allant à l'encontre de la singularité militaire. »

Résultat : « Aujourd'hui, ces faiblesses se trouvent cruellement mises en évidence par la crise : je pense à l'externalisation d'un certain nombre de fonctions, à la délocalisation de fonctions vitales, au manque de réserves opérationnelles et d'épaisseur organique de nos armées », a détaillé le général Lecointre.

Or, selon le CEMA, ces limites « existent toujours ». Ce qui complique la tâche des armées, face à la crise liée à l'épidémie de Covid-19. Sur ce point, a-t-il dit aux sénateurs, « nous contractons progressivement une 'dette organique' qui aura forcément des conséquences à moyen et long termes pour nos armées. »

« Cette dette aura un impact en termes de préparation opérationnelle, en portant préjudice au maintien en condition de nos matériels, ainsi qu'à la qualité de notre ressource humaine. Nous préparons certes les grandes relèves prévues à l'été sur nos théâtres d'opérations, mais la dette s'accroîtra à mesure que la crise se poursuivra », a ensuite expliqué le général Lecointre.

En outre, a-t-il poursuivi, il « faudra ensuite parvenir à la résorber et à déterminer la manière dont nous pourrons remonter en puissance vers un modèle d'armée complet. »

Quant aux besoins financiers, ils « ne sont pas moins importants qu'hier », a souligné le CEMA. « J'observe que les dépenses des armées, en plus d'être vertueuses, profitent au tissu industriel national. C'est vrai pour l'armement, mais aussi pour les dépenses du fonctionnement quotidien. Nous aurons donc des arguments à faire valoir au moment de la reprise pour que les ressources consacrées aux armées soient maintenues », a-t-il estimé. À l'unissons, d'ailleurs, du groupe Mars.

Like 1.4K

SHARE

Tags: CEMA chef d'état-major des armées commandement Covid-19 crise dette organique efficience général Lecointre management résilience

PROCHAIN ARTICLE

En Allemagne, Airbus met en place un comité d'éthique pour le Système de combat aérien du futur

ARTICLE PRÉCÉDENT

Malgré la crise liée au Covid-19, la production de munitions de petit calibre ne sera pas relocalisée en France

VOIR AUSSI...

Armées : Malaise ou pas?

16 JUILLET

2008

Ukraine : L'Otan, l'UE et les Etats-Unis haussent le ton face à la Russie

14 AVRIL 2014

Conformément à l'article 38 de la Loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. [Voir les règles de confidentialité]

43 CONTRIBUTIONS

Contributions 43 Pingbacks 0

Niko 14 mai 2020 à 19:11
Logiquement c'est le moment où tu démissionnes, Monsieur CEMA.
Répondre

arnaud 14 mai 2020 à 22:06
Logiquement tu devrais te taire, tu n'as ni son niveau ni ses compétences et encore moins les responsabilités te permettant d'avoir l'expertise pour parler.
Répondre

MAS 36 15 mai 2020 à 8:07
Ah bon c'est la solution ?
Répondre

Vroom 15 mai 2020 à 12:30
Et ça changera quoi ?
Répondre

tschok 15 mai 2020 à 16:09
Rien, mais c'est pas grave. Niko fait partie de ceux qui veulent mettre des têtes sur des billots.

Est-ce qu'il a lu l'article de La Tribune mis en lien?

Je crois que c'est pas son problème et qu'il s'en fout complètement: lui, il veut des têtes sur des billots. Il n'est pas le seul: Buffalo, Thierry

Henry, ou Albatros laissent transparaître une animosité personnelle dirigée contre des « coupables » identifiés qu'ils stigmatisent.

Il y a donc une partie de « l'opinion publique » sur ce blog comme dans la société française, d'ailleurs, qui n'est pas intéressée par les problèmes en tant que tels, encore moins par les solutions, mais seulement par la quête de têtes à couper (des coupables au sens littéral, bien que le mot vienne de la culpa) ou de gens à stigmatiser.

On pourrait appeler cette partie de la société les « coupeurs de têtes ». Si on veut être un peu plus méchant, on les appellera les « gueux ». Ils constituent un problème qu'il faut traiter d'une façon ou d'une autre, par la pédagogie, la mise en minorité ou en leur fournissant des têtes de lampistes pour qu'ils s'amusent avec, ce qui est un peu cynique mais efficace.

Sinon, le CEMA identifie des problèmes ce qui laisse penser qu'il a l'intention de les résoudre, donc à suivre. Comment va-t-il s'y prendre?

Et l'article mis en lien, passionnant, avance quelques idées à creuser puisqu'on a un alignement des planètes qui est tout à fait favorable. L'idée centrale est toujours la même: trouver dans l'investissement de défense, et même la dépense de défense dans son ensemble, un levier économique de croissance au service de la souveraineté nationale.

En temps normal, cette idée s'enlise rapidement dans les sables mouvants de la complexité économique. Et elle se heurte à un manque d'intérêt certain.

Mais, aujourd'hui, elle est plus séduisante et mieux construite qu'auparavant, il me semble. Et surtout, elle correspond à une nécessité plus aisément perceptible.

Celles et ceux qui n'ont pas une mentalité de coupeurs de têtes trouveront sans doute un grand intérêt à la réflexion que le groupe de réflexion Mars veut renouveler.

Il n'y a donc qu'à lire, en laissant le CEMA tranquille.

Répondre

Buffalo 14 mai 2020 à 19:15

Bien sur le CEMA est devenu CEMA sans appliquer les réformes qu'aujourd'hui il vilipende ! Trop facile, il ne faudra pas qu'il oublie d'écrire un livre sur ce qui ne va pas dans l'armée ! Mais quand il l'aura quittée bien sur !

Répondre

Yves Cadiou 15 mai 2020 à 8:02

@ Niko, je ne vois pas bien où est votre logique : François Lecointre identifie parfaitement les problèmes et il est donc parfaitement à même de les résoudre. A moins que l'on ne lui en donne pas les moyens et dans ce cas-là oui, sa démission serait logique.
Mais pour l'instant, les déclarations politiques (qui ne valent pas grand' chose, c'est vrai) permettent d'imaginer que les moyens ne lui seront pas refusés.
.
@ Buffalo, excellent pseudonyme au regard de la finesse de votre commentaire : évidemment un officier supérieur ou général a exercé des responsabilités avant d'être en fin de carrière. Ainsi selon vous, l'on devrait nommer CEMA quelqu'un qui n'a jamais exercé la moindre responsabilité : un jeune engagé, par exemple. Au passage j'observe que votre critique s'adresse également au Général Pierre de Villiers. Votre critique s'adresse en fait à tout le personnel d'encadrement qui accepte d'assumer des responsabilités dans une armée où tout n'est pas parfait. Ce n'est pas très constructif.

Répondre

Thierry HENRY 14 mai 2020 à 19:36

Les trois coupables étaient rassemblés, ce 8 mai : Sarkozy, Hollande, Macron…

Répondre

albatros24o 14 mai 2020 à 23:19

issus du même sérail de l'élite parisienne qui nous gouverrne avec force mauvaise fortune pour nous (mais pas pour eux)

Répondre

Lassithi 15 mai 2020 à 6:08

Bah, les coupables sont les français.
Ils se font manipuler depuis trop longtemps et l'acceptent. On leur a fait entrer dans la tête des pseudo vérités dogmatiques et détruit tout sens critique. Il préfèrent regarder la télé, consommer, les seules questions qu'ils se posent sont comment, mais jamais pourquoi.
Alors, Sarkozy, Hollande, Macron et tous les guignols des pseudos oppositions parlementaires (qui ne sont là pour que rien ne change) ont encore de beaux jours devant eux. Ils font partis de la caste dominante, mise en place par ceux qui tirent les ficelles, et qui n'ont qu'un seul objectif. Se gaver.

Répondre

MAS 36 15 mai 2020 à 15:06

Manifestations des gilets jaunes , manifestations et grèves contre la réforme des retraites… Je n'ai pas l'impression que les français se font manipuler. Ou alors vous ne lisez pas les journaux, et ne regardez pas les chaines d'infos de tous bords.

Répondre

LEONARD 15 mai 2020 à 17:46

Les Gilets Jaunes ont été instrumentalisés par tous ceux que le bordel intéresse: Les deux extrêmes.
Les manifestations et grèves contre la réforme des retraites ont été organisées par les syndicats marxistes, pour les mêmes raisons.
Donc grand défouloir orchestré, au gré des intérêts.

Répondre

Castel 15 mai 2020 à 7:22
Thierry HENRY
Non, là, il fait plutôt allusion aux deux précédents !!

Répondre

Edouard 14 mai 2020 à 20:04
Tant que Paris n'est pas menacé, le pouvoir continuera à faire sien le proverbe 'il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir'

Répondre

gros86 14 mai 2020 à 21:16
Et les munitions de « petit calibre » à produire en France, le Lecointre n'en parle pas… Soyez cohérent mon Général !!!

Répondre

Kural 14 mai 2020 à 21:36
Oui superbe soyons 100% indépendant notamment en ressource allons envahir d'autre pays pour être indépendant ! d'autre idée génial svp ?…

Répondre

albatros24 14 mai 2020 à 23:17
je ne comprends pas votre commentaire…en quoi avoir une production nationale nous impose d'envahir les autres pour être indépendant ? On est toujours dépendant de ressources en matières premières,surtout en Europe – l'important est de pouvoir les transformer chez nous avec la plus value restant nationale.
Dans les années 60 et 70 nous produisions quasiment tout en France, je ne me souviens pas que nous ayons envahi les autres pays, on décolonisait même.

Répondre

Alpha 15 mai 2020 à 8:26
Vous savez que tout n'est pas noir ou blanc ? Il y a du gris aussi…

Répondre

tartempion 14 mai 2020 à 21:33
Externaliser au sein des armées françaises une partie des ancillaires ainsi que certaines taches de sécurité auprès de sociétés militaires de sécurité privé a toujours été mal perçu ,fonctionnaires et autres énarques de l'institution se sont toujours opposés insidieusement à l'externalisation des fonctions de soutien ne voyant dans cette ouverture qu'une perte de leur souveraineté .En accompagnant le législateur dans une espèce de confusion entre activité légale d'une entreprise de sécurité privée et le mercenariat , les décideurs ont tout fait pour torpiller le processus d'externalisation .Contrairement aux militaires anglo-saxons qui , sur les opérations extérieurs se félicitent d'être déchargés de certaines taches réalisées par des sociétés privées qui emploient généralement en seconde partie de carrière d'anciens militaires sur des postes divers : escorte de VIP, garde d'emprises militaires , escorte de convois , soutien de l'homme , Télécom, etc…. .l'armée française marquée par des décennies de conscription conservait encore dans ses casernes après la professionnalisation coiffeur , boucher , plombier , jardinier ,cuisinier , serveur , personnel de l'habillement etc…. sous l'uniforme du combattant . L'externalisation des fonctions de soutien a été de fait volontairement rendue complexe par celles et ceux qui étaient en charge de faire aboutir le processus . C'est ainsi que l'économat des armées implanté à Pantin s'est vu confier l'organisation de l'externalisation du soutien par l'autorité politique du moment au sein de l'armée de terre avec toutes les lacunes capacitaires qui, lui sont propres en Afghanistan , au Mali , en Centre-Afrique , au Liban etc.. La mission de cet établissement public industriel et commercial se limitant à refacturer au prix fort au ministère de la défense certaines prestations contractualisées à des tarifs prohibitifs comme le transport aérien par avion cargo pour lequel une enquête judiciaire a été ouverte .
https://www.franceinter.fr/emissions/secrets-d-info/secrets-d-info-10-mars-2018

Répondre

VTR 15 mai 2020 à 8:04
Désolé de l'écrire, mais cela relève d'un gloubi boulga d'approximations et de mélanges de sujets qui n'ont pas forcément de liens entre eux. Au final quel est le propos ?

Répondre

Fonctionnaire territorial ancien mili 15 mai 2020 à 8:20
@ tartempion
Les collectivités territoriales pratiquent l'externalisation autant qu'elles le peuvent et ça coûte moins cher qu'en régie. Mais il faut savoir pourquoi ça coûte moins cher : à cause du dumping social européen.
.
Les entreprises sous-traitantes font appel à des sous-sous-traitants qui sont des entreprises ayant leur siège dans des pays d'Europe où la législation du travail permet d'exploiter outrageusement les employés, même quand ces employés sont des Français sur le territoire français (hé

oui : c'est ça aussi l'Europe ; ce n'est pas seulement les contraintes budgétaires qui mettent nos hôpitaux à poil).

.

Par conséquent avant de parler d'externalisation il faut savoir ce que c'est et ce que l'on veut.

Pour ma part, je ne suis pas d'accord pour que des entreprises de Syldavie ou de Bordurie emploient chez nous des personnels français en leur appliquant le droit du travail syldave ou bordure.

Répondre

albatros24 ⊙ 14 mai 2020 à 22:59

« …la crise met « cruellement en évidence » les faiblesses causées par les précédentes réformes… » néo libérales

sur au choix : l'industrie, les infrastructures les productions stratégiques comme les masques, les principes médicamenteux, les munitions de tous calibres et armes de poing ou d'assaut, etc…

Nous avons abandonné des pans entiers de la production parti vers des pays à bas coût de plus en plus loin (Chine, Inde, Pakistan, Vietnam…) pour faire du profit

Et quand la crise survient chacun chez soi gardant sa production stratégique pour son propre peuple. Il manque ainsi le curare et d'autres produits pour les personnes en réanimation dans les hôpitaux faute de stocks suffisants

Par exemple en temps de guerre ; tout le monde aurait besoin de munitions, de fabriquer des armes (pas de chance fabriquées en Allemagne, en Arabie, en Israël)…mais aussi de médicaments, de compresses instruments de santé (fabriqué en Chine, encore plus loin)

Mais tout va bien le business continue, nous perdons des emplois chaque jour dans l'industrie qui ne seront plus remplacés, quand les machines outils elles même ne sont pas vendues ou mises au pilon pour ne pas servir à la concurrence comme les machines de fabrication de masques de l'usine de Plévin en Bretagne, qu'on mettra deux ans à remplacer.

La crise en cours nous révèle des vérités crues qui nous ont coûté beaucoup d'argent et quelques vies, et ce n'est pas fini…

Nos élites sauront elles rebondir là dessus ?

Quels sont les naïfs qui le croient : on ne peut leur faire confiance car i s sont trop inféodés à ces intérêts financiers. Une minorité qui s'enrichie sur le dos de la Nation, sans aucun ruissellement que celui vers des paradis fiscaux et placements financiers tout à fait personnels et souvent improductifs car déjà échangés plusieurs fois.

Répondre

tschok ⊙ 15 mai 2020 à 16:24

@Albatros,

Le business, ce n'est pas le diable. C'est pas ça le problème.

Non, de quoi s'est-on rendu compte? On s'est rendu compte qu'en cas de crise mondiale, il y aura des tensions sur des produits stratégiques au niveau mondial. Or, on avait pour idée que le marché mondial serait toujours fluide, de sorte que même en cas de crise grave, on pourrait toujours se procurer les produits dont on a besoin, sans difficulté, la main invisible d'Adam Smith faisant le boulot. Trois clics sur internet et les masques arrivent au trot, quoi.

Et là, on a découvert que non, pas du tout. Il vaut mieux avoir des filières d'approvisionnement sécurisées et des stocks. Et une auto-production souveraine quand c'est possible.

C'est ça la grosse blessure narcissique du moment. Pas le fait de faire du business (faut bien vivre).

Maintenant, si vous voulez vous lancer dans une critique globale du système, libre à vous. Mais je prédis que vous n'irez pas bien loin ni dans vos réflexions ni dans l'action, parce que la critique de la totalité du monde, c'est trop complexe.

Il nous faut quelques bonnes idées et des idées opérationnelles, c'est tout. L'objectif n'est pas de refaire le monde parce que celui qui existe n'est pas idéal. L'objectif, c'est de trouver des solutions concrètes à des problèmes concrets.

Normalement, c'est à notre portée.

Répondre

Raymond75 ⊙ 15 mai 2020 à 4:50

Les dépenses de l'armée profitent au secteur industriel dit-il ; oui le secteur de l'armement bien sur, et les entreprises associées, profitent de ces commandes, mais tout ce budget provient des impôts et des taxes, et donc dépend du niveau de l'activité économique globale, et de la répartition des différents budgets de l'état.

Le budget militaire est donc dépendant de l'économie globale et non un budget créateur. Avec la crise économique terrible qui s'annonce, la priorité sera de préserver les emplois et les entreprises ; après on verra. Avant de jouer à la grande puissance, (re)commençons à devenir un pays qui fonctionne.

Répondre

Europhobe ex-europhile ⊙ 15 mai 2020 à 16:06

@ Rd75

Votre raisonnement serait valable si des barrières douanières protégeaient notre économie.

Vous dites que les investissements militaires sont financés par des impôts (jusque là, c'est vrai) et que ces impôts sont des sommes retirées de la consommation (vrai aussi, à condition de ne pas réfléchir plus loin).

.

Mais dans la mesure où l'on consomme des produits importés, ces sommes sont perdues pour l'économie nationale.

Au contraire les investissements militaires ne sont pas perdus pour l'économie nationale parce que, pour touts sortes de motifs, ces équipements ont le moins possible recours à l'importation.

.

Rappelez-vous : dans les années quatre-vingts, notre gouvernement socialo-communiste a essayé la « relance par la consommation » en augmentant les salaires, espérant faire ainsi baisser le chômage en France.
Mais ce fut un flop parce que, si la consommation fut effectivement relancée, ce fut surtout la consommation de produits chinois (on se souvient de l'affaire des magnétoscopes chinois bloqués en douane à Poitiers). Nos braves socialo-communistes n'avaient pas compris que les règles euro-américaines du libre-échange obligatoire les empêchaient de pratiquer la relance de l'économie française par la consommation de produits français.

.

C'était il y a quarante ans. Votre intervention nous permet de constater que quarante ans plus tard, il y en a qui n'ont pas encore compris.

Répondre

tschok 15 mai 2020 à 16:35

Oui, oui Raymond, mais là il est question d'effet de levier, donc il est question de considérer un budget militaire, a priori stérile, comme un « budget créateur ».

Et par ailleurs, l'investissement n'est pas financé que par autofinancement (la dépendance à l'économie globale ou le rapport entre la valeur ajoutée et la formation de capital brute). On peut s'endetter pour ça. D'ailleurs, normalement, il est de bonne gestion de financer un investissement par l'endettement.

Bon, nous, il se trouve qu'on finance notre consommation par l'endettement, donc on a cramé nos marges de manœuvre en matière d'endettement, mais l'idée c'est de les restaurer… euh… on sait pas trop comment, mais essentiellement en tirant davantage sur la ficelle et en faisant accepter ce comportement un peu hasardeux à nos partenaires, qui serrent les fesses dès qu'ils examinent nos comptes.

Cela dit, comme notre calme olympien les impressionnent, en pratique on se démerde toujours pour sortir de leur bureau avec un rab de découvert autorisé.

J'crois que c'est cakom qu'on va jouer l'coup. Comme d'hab, quoi.

Répondre

Buburoi 15 mai 2020 à 6:25

Il a appliqué la politique de réduction drastique des effectifs. S'il n'est pas d'accord, il doit faire comme le général de Villiers et démissionner, ou alors fermer sa gueule et profiter de ses avantages en silence.

Répondre

Habitué d'opex360 15 mai 2020 à 14:20

Vous êtes un peu à la bourre, Buburoi.
Si vous aviez lu les commentaires qui précèdent vous auriez déjà la réponse : tous les cadres de l'armée qui ont une certaine ancienneté ont mis en application (ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient d'accord) au cours de leur carrière les politiques débiles qui nous ont amenés à la situation actuelle. Ils connaissent donc parfaitement les problèmes.

.

Ils sont donc les mieux placés pour y remédier (et François Lecointre comme tous les autres militaires expérimentés).
C'est seulement si le gouvernement leur refuse les moyens de redresser la situation qu'ils seront fondés à démissionner.

Répondre

Buburoi 15 mai 2020 à 20:18

Je suis d'accord avec vous. Seulement redresser la situation, alors que la production et l'économie sont à l'arrêt
ne seront pas la priorité du gouvernement. Pendant les deux ans qui viennent, il faudra remettre l'économie en route et limiter la casse des entreprises, synonyme de faillite et de chomage. Il ne faut pas s'attendre à des miracles, le slogan » faire plus avec moins » restera la devise des militaires.

Répondre

Jm 15 mai 2020 à 8:23

« Outre une saignée sans précédent en temps de paix dans les effectifs [54.000 suppressions], il en a résulté une série de fiascos [logiciel LOUVOIS] et de désorganisations [bases de défense, administration de proximité, subordination des soutiens] qui ont durablement affaibli les armées !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! »
Quand je l'ai écrit ici-même, je me suis pris une volée de bois vert, je me suis fais traiter de voir tout en noir, que j'étais défaitiste etc, etc.
Ben si le Gal partage cet avis (et dieu sait s'il n'est pas ma tasse de thé), peut-être que j'étais dans le vrai.
Et quand je lis……au manque de réserves opérationnelles…., mais je rêve.
D'abord considérez-les réservistes comme tout le monde et non comme des militaires de seconde zone has been, utilisez-les à bon escient et non juste pour pallier à des manques mineurs ou faire des photocopies, et pendant cette période, pensez que ces réservistes constituent un maillage territorial qu'ont perdu les armées, et ils sont toujours en mesure d'assurer certaines missions au plus près, mais on l'oublie. N'est-ce pas le rôle du DMD d'assurer ce lien en période de guerre, puisque c'est le terme employé par notre big boss ?
Parce que quand je vois que le recrutement avoisine le zéro pointé, mais qu'en parallèle, il y avait le télé recrutement par les cadres du CIRFA (qui ont fait zéro candidat en deux mois pour certains) sauf pour les réservistes qui auraient pu recevoir des convocations pour du recrutement dans

leur secteur de domicile, les administrations locales restées ouvertes, les entreprises ou autres, élargissant ainsi le maillage de couverture pour ledit recrutement, je me dis qu'il y a quand même un manque de coordination, de réflexion et d'imagination quelque part.
Mais bon, moi je ne suis qu'un petit off sup de province, forcément trop con pour nos élites dont on apprécie chaque jour les conséquences de leurs profondes réflexions.

Répondre

VTR ⊙ 15 mai 2020 à 8:26

Critiquer les précédentes réformes est un peu facile. Tout n'est certes pas parfait, mais quels sont les métriques les retours d'expériences concrets qui permettent de conclure ceci ? Ne généralise-t-on pas des micro problèmes rencontrés, que vise-t-on précisément ?

La réalité est qu'il s'agit d'un discours politique pour justifier l'opposition à des baisses de crédits anticipées, avec le risque de réformes qui pourraient les accompagner. Et non, ce n'est pas parce qu'on parle d'activité militaire qu'il ne faut pas parler efficience.

La réalité est que les réformes auxquelles fait allusion cet article ont beaucoup touché le soutien, c'est vrai. Qu'elles l'ont été pour préserver l'outil opérationnel qu'incarne le CEMA. Que ceci était compréhensible, mais le sous-jacent était que pendant très longtemps le soutien ce n'était pas vraiment opérationnel. Est-ce que cela fonctionne moins bien aujourd'hui ? Je n'en suis pas sûr dutout. La réalité est que dans le fonctionnement quotidien, moyennant quelques adaptations, le soutien a tenu est s'est adapté….malgré ce qu'il a vécu pendant toutes ces réformes (baisses de moyens humains en particulier). Tout le monde a été soldé, tout le monde a mangé, tout le monde a été habillé, tout le monde a été soigné.

Pourrait-on tenir dans le temps et monter en puissance ? J'avoue en douter mais cela a été un choix validé par les élites militaires.

Est-on en train de dire aujourd'hui qu'il faudrait créer des usines nationales chargées de produire des pièces pour engins de l'armée de terre et aéronefs, chargées d'entretenir le matériel des armées, de confectionner des vêtements…toutes armées de militaires ? Soyons sérieux.

De telles propos relèvent d'une posture politique et dogmatique (avant les chefs militaires avaient tous les moyens à leur main qu'ils commandaient).

La réalité est qu'avant ces réformes ces mêmes chefs passaient leur temps à critiquer le soutien qu'ils avaient à leur main en particulier dans l'armée de terre. Et qu'ils ont tout fait pour compliquer l'exercice quotidien du métier de soutien.

Répondre

Phil ⊙ 15 mai 2020 à 8:45

De toute façon c'est Bercy qui décide , c'est eux qui ont le pognon ! A ce propos notre président n'était pas à Bercy il y a quelques temps ?????

Répondre

Nobody ⊙ 15 mai 2020 à 9:32

De la comm toujours …. Même la photo illustrant ce dossier est cadrée pour valoriser le CEMA./

Répondre

werf ⊙ 15 mai 2020 à 10:35

Tout cela sent la fin du CEMA qui n'a pas le niveau pour pouvoir proposer aux politiques une armée digne de ce nom en se recentrant sur son corps de métier plutôt que se disperser dans les opérations OPEX et Sentinelle qui sont de la poudre aux yeux et coûtent très cher. Cela veut dire qu'il a enfin compris qu'une armée pouvant être engagée dans un conflit de haute intensité en Europe ou en Asie est hors d'atteinte pour la France dans les 20 ans qui viennent surtout avec ses moyens financiers limités vu l'état de son économie.

Répondre

tschok ⊙ 15 mai 2020 à 16:44

» en se recentrant sur son corps de métier plutôt que se disperser dans les opérations OPEX et Sentinelle »

(vous vouliez dire cœur de métier je suppose)

Mais cékoi, sinon, le cœur de métier de l'armée si on lui enlève les Opex et la mission de protection de la population?

Éplucher des patates? Astiquer des fusils? Cirer des rangers? Envahir la Pologne?

J'ai trouvé! Défiler sur les Champs Élysées le 14 juillet!

Répondre

Tankaboum ⊙ 15 mai 2020 à 10:56

Cema faute? non… celle des autres

Répondre

Barfly ⊙ 15 mai 2020 à 11:00

ça met « cruellement en évidence » les faiblesses dans tous les domaines : santé, armée, enseignement, recherche, justice, police ect…
et ça fait 20 ans que ça dure et nous ne cessons d'en parler régulièrement ici même. Voilà le résultat d'une politique qui affaiblit le rôle de l'Etat petit à petit. « Jusqu'ici tout va bien » qu'il disait.

Répondre

breer ⊙ 15 mai 2020 à 11:44

La France subi une crise interne bien plus profonde qui a commencé il y a 30 ans sur le plan sociétal. L'effondrement majeur de notre pays prendra encore un certain temps, mais sera inévitable. Les évènements qui se succèdent (crise du covid19 par exemple) ne font que rajouter à la destructuration du pays. Chaque jour on peut observer une augmentation des pertes de valeurs humaines : indiscipline, rejet des règles et lois, irrespect, vols et agressions, trafics et arnaques dans tous les domaines, abêtissement intellectuel, culte de l'agressivité et du mensonge, cupidité et paresse, incidences grandissantes de dogmes et notions idéologiques anti occidentales… tous ces phénomènes ne font que s'amplifier insidieusement en sapant les bases de la société française. Les forces armées (aussi techniques et modernes soient elles) n'ont aucune incidence ni efficacité face à ces mécanismes internes à la société civile.

Répondre

jyb 15 mai 2020 à 11:48

Contrairement aux militaires anglo-saxons ? non pas vraiment quand sur kandahar airfield un mécano du 451st AEG travail sur le m^me hélico avec un « civil » de chez vinnel qui touche 3 fois sa solde, il ne « se félicite » pas de ce très cher soutien…en revanche il est impatient de quitter l'uniforme.
Ceci étant après avoir mécaniquer ils peuvent aller siroter un café glacé au tim hortons de la base…qui serait le plus rentable de la chaine.
On pourrait aussi parler des ciras, des fusils d'assaut ou des glacières…
Pour les usa, l'externalisation n'est pas un choix économique, bien au contraire. Sans l'externalisation les usa n'avaient pas les ressources humaines suffisantes pour maintenir 2 théâtres (afghanistan et irak)

Répondre

Polymères 15 mai 2020 à 13:40

C'est peut-être justement parcequ'un grand nombre de spécialistes quittent l'uniforme qu'on en vient à payer des civils au besoin et non, sans avoir à gérer la gestion de cette ressource quand elle ne sert plus ou encore sa formation.
Ce ne sont pas les civils qui font fuir les militaires mais bien la fuite des militaires et l'instabilité de leur présence sur le long terme qui amène les civils.
Donc oui, sur un comparatif de salaires, on peut trouver une inégalité, mais dans la gestion globale, permanente, sur la durée, c'est moins coûteux. On prend quand on en a besoin, on arrête quand on veut.
Tout n'est pas qu'une question de salaires, la gestion financière va bien au-delà, jusqu'à la retraite.
Le civil payera ses impôts de sa mission, le militaire non

Répondre

Plusdepognon 15 mai 2020 à 14:07

Les économies de bouts de chandelles finissent toujours par coûter très chères :
https://lavoiedelepee.blogspot.com/2020/03/dinde-et-kaiju-petites-economies-et.html

Avec toujours les mêmes problématiques posées aus expéditions :
https://lavoiedelepee.blogspot.com/2019/06/se-desengager-dun-enlisement.html

Et les vieilles recettes appliquées au ministère de la variable d'ajustement :
https://lavoiedelepee.blogspot.com/2020/01/de-la-reforme-dans-les-armees.html

Répondre

Alain d 15 mai 2020 à 15:24

Un parallèle guerres :
La France a annoncé entrer en guerre contre le COVID juste parce qu'elle n'était pas préparée donc dépassée.
Un peu trop de tergiversations aussi d'agir clairement et distinctement !
En 2011, la France avait décider de rogner ses stocks.
Et pour les lit d'hôpitaux ca dézingue depuis quelques décennies.
Mais le problème était t'il le manque de lits ou le manque de plans cogités bien à l'avance pour mobiliser vite et efficacement, la montée en puissance des services hospitaliers et d'industriels.
Ne pas avoir suffisamment de matériels (masques, respirateurs, médocs, etc.) à l'instant T est une chose, mais ne pas avoir signer de contrats renouvelables et remis à jour fréquemment avec l'industrie en est une autre !
Le 1er mal français dans l'armement, la recherche, le spatial, le médical : le Picsou courtermiste = stratégie à 2 kopecks !
Des décennies de non-choix, de renoncements, de délocalisations de nos brevets, de budget de R&D bien trop faibles, le verdict est tombé !
Là, je ne vois aucunes responsabilités de l'Europe, juste celles de nos élus et de nos patrons.
Et avec ça il faut faire avec la CGT :
[Covid-19] Mais que veut donc la CGT ?
https://www.usinenouvelle.com/editorial/covid-19-mais-que-veut-donc-la-cgt.N964636
https://ftm-cgt.fr/wp-content/uploads/2020/05/Communiqu%C3%A9-Commun-coordination-CGT-Renault-et-FTMCGT.pdf
La justice ordonne la fermeture provisoire d'une usine de Renault
https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/la-justice-ordonne-la-fermeture-provisoire-d-une-usine-de-renault-847270.html
https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/fermeture-de-renault-sandouville-berger-juge-fustige-la-position-de-la-cgt-847337.html
La totale !

Répondre

Pascal (l'autre) 15 mai 2020 à 18:12

« Mais que veut donc la CGT ? » Foutre la maxi merde (elle ne sait au demeurant ne faire que cela) afin de récupérer les « marrons du feu » (du moins le croit elle). Ce qu'elle ignore (ou feint d'ignorer en espérant que …..) »c'est que si une violente crise sociale éclate elle sera balayé comme fétu de paille comme tous le reste!

Répondre

LAISSER UN COMMENTAIRE

Commentaire

Nom *

Adresse de messagerie *

Site web

Laisser un commentaire

eWan fotografik
Photographe de mer

DRONE PARROT ANAFI

COMMENTAIRES RÉCENTS

- Plusdepognon dans Un avis de marché russe confirme la vente d'avions de chasse Su-35 Flanker E à l'Égypte
- ScopeWizard dans Malgré la crise liée au Covid-19, la production de munitions de petit calibre ne sera pas relocalisée en France
- ScopeWizard dans M. Philippe : « Le Gouvernement considère que l'impératif de défense demeure une priorité de premier rang »
- Ricko dans Un avis de marché russe confirme la vente d'avions de chasse Su-35 Flanker E à l'Égypte
- révolté dans Un avis de marché russe confirme la vente d'avions de chasse Su-35 Flanker E à l'Égypte
- Waroch dans M. Trump laisse entendre qu'il veut rapatrier la production des composants de l'avion F-35 aux États-Unis
- Maya dans Malgré la crise liée au Covid-19, la production de munitions de petit calibre ne sera pas relocalisée en France
- Laurent Lagneau dans Tribune – « N'oublions pas ceux qui luttent sur le front de notre liberté », par Patricia Mirallès
- Maya dans En Allemagne, Airbus met en place un comité d'éthique pour le Système de combat aérien du futur
- v_atekor dans M. Trump laisse entendre qu'il veut rapatrier la production des composants de l'avion F-35 aux États-Unis

mai 2020

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

« Avr

ARTICLES RÉCENTS

- Un avion F-22 Raptor s'est écrasé en Floride
- L'armée de l'Air compte une nouvelle spécialité : « opérateur de satellite »
- Un avis de marché russe confirme la vente d'avions de chasse Su-35 Flanker E à l'Égypte
- M. Trump laisse entendre qu'il veut rapatrier la production des composants de l'avion F-35 aux États-Unis
- En Allemagne, Airbus met en place un comité d'éthique pour le Système de combat aérien du futur
- Pour le CEMA, la crise met « cruellement en évidence » les faiblesses causées par les précédentes réformes des armées
- Malgré la crise liée au Covid-19, la production de munitions de petit calibre ne sera pas relocalisée en France
- Tribune – « N'oublions pas ceux qui luttent sur le front de notre liberté », par Patricia Mirallès
- Derniers tours de piste pour les Alphajet de la base aérienne de Tours
- La France proteste contre le traitement infligé à son ambassadeur par les autorités vénézuéliennes

2007-2019 (C) Zone Militaire
Powered by WordPress. Theme by Alx.